

La brèche

Mamf Mamf 1 juillet 2017

DROIT AU LOGEMENT POUR TOUTES ET POUR TOUS

NOS BESOINS AVANT LEUR PROFITS

Mouvement pour le socialisme (MPS)

Les étudiant·e·s de la maison de Malagnou sont menacé·e·s d'expulsion par l'Etat de Genève. Ils sont regroupés en association, Xenope, et occupent ce lieu depuis 2012. L'Etat, qui est propriétaire de la parcelle, veut les déloger et louer l'immeuble à l'Hospice général pour accueillir des requérants d'asile. Prétextant l'aide aux migrant·e·s l'Etat justifie l'expulsion des étudiant·e·s. En réalité il veut mettre fin à cette expérience pour qu'elle ne fasse pas d'émules et se porte garant des intérêts des grands capitaux investis sur le marché du logement rentable depuis les années 2000. (cf. encadré).

En réponse à ce double langage, nous plaçons au centre de cette journée de mobilisation la question du droit au logement digne et accessible, à l'utilisation collective des espaces urbains et à l'accueil pour les personnes migrantes. Ces besoins que nous défendons concernent les intérêts de la majorité de la population, celle pour qui vivre ne signifie pas accumuler du capital fruit du travail d'autrui. Face à la restriction constante de nos droits et à la mise en concurrence des personnes précarisées comme les populations jeunes, âgées, migrant, chômeurs·euse, etc., «défendons-nous!» toutes et tous ensemble.

Les représentants du capital

L'interlocuteur principal de l'association Xenope dans cette affaire est le conseiller d'Etat démocrate-chrétien en charge des Finances **Serge Dal Busco**. L'Office des bâtiments est en effet rattaché à son département. Rappelons qu'il y a quelques années seulement, le même conseiller a siégé au sein du comité de direction de la Fédération des entreprises romandes (FER).

Si la mention de cette fonction a disparu du descriptif de sa carrière sur le site de la République et du canton de Genève, **sa pratique politique est restée fortement ancrée dans le milieu patronal**. Deux exemples l'illustrent: l'attaque d'une part au service public par des mesures d'économie inscrites dans le budget 2016 du Canton contre lesquelles un ample mouvement de salariés s'est mobilisé en 2015; et d'autre part, la défense résolue de la troisième – et très anti-sociale – réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), sanctionnée massivement par le vote populaire de février 2017.

Le contenu politique de ces attaques va de pair avec «la philosophie d'ensemble» de la charte de la section genevoise de la Fédération des entreprises romandes. Celle par exemple qui défend une «une économie libérale, basée sur l'initiative et la responsabilité individuelle». Représentant de la FER, **Serge Dal Busco ne donne pas dans la philosophie, mais défend sur le terrain les intérêts économiques des milieux immobiliers, des multinationales et du grand patronat en général.**

Le logement est un besoin fondamental – pas une marchandise

La possibilité de disposer d'un logement est sans aucun doute un des besoins fondamentaux pour chaque personne. Dans une société qui vise à maximiser les profits et les rentes par contre, le logement devient un bien marchand comme tout autre produit consommable. Son prix est en effet fixé selon les lois du marché de l'offre et de la demande, qui détermine l'augmentation disproportionnée des loyers par →

